

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1985)
Heft: 785

Rubrik: En bref

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Pénurie d'ingénieurs

L'événement de cet été sur la place industrielle zurichoise est le débat déchaîné sur la pénurie des ingénieurs en Suisse. Dans un article publié dans le bulletin du Crédit Suisse de juillet 1985, M. Ambros P. Speiser, professeur aux EPF et chef des services de recherche du groupe Brown Boveri, sonne le tocsin:

«Toute comparaison entre la Suisse et le Japon débouche tôt ou tard sur le thème central de la formation des ingénieurs. *La Suisse manque d'ingénieurs*. Nos deux hautes écoles techniques délivrent environ 1100 diplômes par an, nos écoles techniques supérieures et technicums du soir 1900, soit 3000 au total. Cela correspond à 3% de chaque classe d'âge de la population. *Au Japon, la proportion est de 6%.*»

Derrière ce mouvement euphorique en faveur de la croissance immédiate et rapide de la formation des ingénieurs, on trouve les experts du Vorort, d'une part, et les grands patrons des écoles polytechniques, d'autre part, qui voient là une aubaine pour l'arrosage de leurs plates-bandes bien asséchées par le «personal stop» (DP 783 «Hayek au Poly»). Contre cet adoucissement d'un strict libéralisme manchestérien, contre la levée du blocage des effectifs aux écoles polytechniques fédérales, on voit se profiler M. Luechinger, conseiller national radical de stricte obédience, qui voit d'un mauvais œil cet engouement soudain pour les sciences et la recherche.

L'histoire se répète et l'on croirait assister aujourd'hui presque mot pour mot aux belles empoignades qui saisirent, en 1854, l'Assemblée fédérale lors du débat sur la création de l'école polytechnique fédérale à Zurich. D'un côté, des partisans de la science, proches de l'économie privée, à savoir celle des grands capitaines d'industrie

zurichois qui misaient sur le développement parallèle et systématique des turbines, des chemins de fer et de l'école polytechnique. Il suffit de rappeler ici Alfred Escher (1819-1882), conseiller d'Etat zurichois et ardent partisan de la création d'une école polytechnique. De l'autre, les opposants irréductibles à toute prise en charge par la Confédération de dépenses relatives à la recherche et à l'université.

Occupant les mêmes créneaux, on retrouve en 1959 les partisans d'un encouragement de la science atomique (création en 1958 de la Commission fédérale pour l'énergie atomique) qui réclamaient à cor et à cri que la Suisse forme des physiciens. A l'époque, le retard scientifique s'évaluait non par rapport aux Japonais, mais par rapport à la spectaculaire percée technologique des Soviétiques lançant leur Spoutnik.

A la fin de cette année, les Chambres fédérales seront probablement saisies d'un projet visant à doter les écoles polytechniques fédérales de substantielles ressources pour la formation des ingénieurs en informatique et électronique. L'appui du parti socialiste à ce projet devrait être acquis, faisant par là même alliance passagère avec les milieux zurichois mentionnés plus haut. Bien sûr le risque existe que l'on mène ici une opération nulle en privant les sciences humaines de ce que l'on donnera généreusement aux sciences de l'ingénieur. Toutefois, une telle réaction mettant en évi-

dence les chicanes internes et les divergences du milieu scientifique n'est pas bonne à prendre. L'aubaine d'un «banco» sur les écoles polytechniques profitera indirectement à d'autres rayons des sciences et des universités, pour autant que les soi-disant mal-servis fassent preuve d'un peu d'imagination.

E. B.

P.S.

Dans leurs plaidoyers pour le développement des EPF et la multiplication des ingénieurs, les professeurs Ambros Speiser et Heinrich Ursprung (président de l'EPF-Z) et les conseillers nationaux Jean-Pierre Bonny (rad./BE) et Lilian Uchtenhagen (soc./ZH) le laissent aussi clairement entendre que ce bon Monsieur Hayek: toutes les spécialisations ne méritent pas encouragement. Va pour l'informatique, les matériaux, la microtechnique, le bio-engineering. Mais attention aux architectes, aux ingénieurs civils, et surtout aux «verts». En 1970, seuls sept ingénieurs forestiers diplômés sur dix avaient un emploi à plein temps; «heureusement», la mort des forêts aide à occuper la quarantaine de forestiers «produits» par le Poly chaque année. Et que dire des volées de 200 à 250 ingénieurs agronomes EPF-ZH et des 100 à 120 ingénieurs ESA arrivant chaque année sur le marché de l'administration, de la recherche et de la vulgarisation agricoles — tous facteurs efficaces de productivité en hausse et d'excédents en augmentation?

EN BREF

«Comment mon père a été exilé». Ce titre d'un article paru dans le *St Galler Tagblatt* (17 août) attirait l'œil du lecteur. En fait, il raconte le transfert du «contrôle du trafic» des CFF de Berne à Saint-Gall, pendant la crise du textile de 1924: un moyen de venir en aide à une région sinistrée économiquement. L'auteur du récit s'est adapté, ses

parents jamais. Des souvenirs actuels puisque la Confédération envisage de nouveaux transferts de fonctionnaires dans des cantons périphériques?

* * *

Une enquête du secrétariat du Parti socialiste suisse a révélé l'existence de 103 bulletins d'information édités par des sections soit à l'intention de leurs membres (36), soit pour une diffusion plus large dans la population (67). Le tirage de ces bulletins est de 215 000 exemplaires.